

**Contre leur guerre, contre leur paix !  
Pour une perspective révolutionnaire contre le désastre  
continuel du capitalisme à travers le monde**



Ce qui se passe sur les terres de Palestine est particulièrement désastreux, tant les terres sont depuis longtemps dévastées par les bombardements successifs et l'embargo, et que récemment les populations associées au Hamas qui tentent de fuir sont ciblées dans le cadre d'une stratégie d'élimination ethnique. On peut comprendre les échos que trouvent cette stratégie en France tant les mots qu'utilisent Netanyahu pour justifier ces crimes, comme une guerre contre la barbarie pour la civilisation judéo-chrétienne, fait écho à ceux qu'utilisent les Macron, Bolloré, Le Pen, Zemmour, et consorts.

Il s'agit de militariser la société contre les autres menaces étatiques selon des enjeux géopolitiques (et souvent énergétiques), en fantasmant des ennemis intérieurs et extérieurs devant les yeux perfusés aux mensonges médiatiques de leurs administré.e.s pour cultiver la haine de l'autre et l'obéissance nationale. En cela, le vaste mouvement de solidarité, par des manifestations, occupations et actions à « la Palestine » est une chose heureuse. Pour autant, nous sommes sceptiques à l'égard de certaines perspectives de ce mouvement, qui se bornent trop souvent à fabriquer, de l'extérieur, la fierté du drapeau palestinien et de son « peuple » qui serait amené à « vaincre » ou encore à demander à des autorités étatiques ou mondiales qu'elles ordonnent la « paix » en Palestine.

Il nous semble important de rappeler ici, dans le contexte des commémorations (instrumentalisées pour d'autres motifs) de la fin de l'occupation nazie, dans quel histoire de la « paix » la colonisation sioniste en Palestine s'inscrit. Elle est en partie le résultat désastreux de la tentative du gouvernement britannique puis des Nations Unies de résoudre l'anti-sémitisme par la création de l'État d'Israël, après la seconde guerre mondiale. Il s'agissait d'empêcher que se reproduisent les conditions de l'Holocauste; la planification étatique et industrielle d'une extermination des populations marginalisées, en premier lieu les assimilé.e.s juif.ve.s; mise en place par le nazisme. La montée du nazisme et l'élection d'Hitler étaient justement les résultats des solutions de « paix » préconisées par les mêmes organisations étatiques et nationales (dans la « Société des Nations ») dans les traités de Versailles de 1919 après la guerre 1914-1918. Cette « paix » a commencé par la collaboration des gouvernements et armées de la « Société des Nations » à l'écrasement des révoltes ouvrières spartakistes de 1919 pour rétablir l'ordre établi, puis par un embargo et un désarmement de l'Allemagne, qui était censé s'étendre à l'ensemble des nations constituant la Société des Nations. Hitler, des années après l'écrasement de l'auto-organisation ouvrière, a profité des ressentiments des populations allemandes, de la surrexploitation économique qui leur était imposée, ainsi que de l'hypocrisie de ces conditions de « paix » que ces gouvernements n'ont jamais voulu ou pu s'appliquer à elles-mêmes[1].



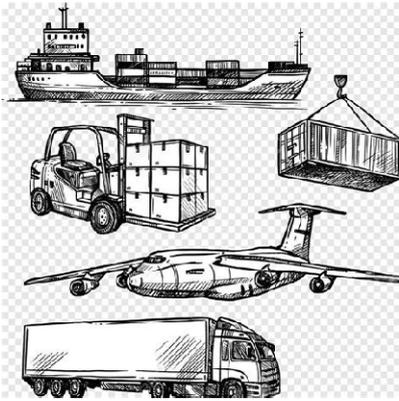
Cette histoire n'est qu'un exemple parmi d'autres de l'impossibilité des pouvoirs étatiques et des nationalismes à résoudre les problèmes qu'ils produisent eux-mêmes. Leurs « solutions », imposées à des populations dont ils s'abjugent leur représentation, ne peuvent que produire de nouveaux désastres. Les négociations avec des organisations étatiques autour des accords d'Oslo pour créer des conditions de paix, n'ont amené qu'à faire d'organisations représentatives (Autorité Palestinienne) et militaires (Hamas) des organismes de répression enfermant les luttes et imaginaires de libération des populations palestiniennes autour de la seule perspective de la reconnaissance d'un État palestinien [2]. Ces organisations représentatives, au-delà de leurs stratégies militaires, en viennent à maintenir l'ordre contre les luttes de libération des personnes qui vivent en Palestine [3]. En ce sens, « vaincre » n'a comme perspective que des désastres militaires armés pour les populations assimilées à ces « camps » nationalistes, sinon la création d'un État palestinien qui ne ferait que co-gérer l'oppression des populations en Palestine avec l'État sioniste. Pour apporter notre soutien aux personnes qui subissent les désastres en Palestine, n'oublions pas que des industries qui participent à les produire existent par chez nous, comme l'entreprise Safran à Colombelles [4] ou encore AXA et Carrefour qui participent à la colonisation israélienne[5]. Dans les Bouches-du-Rhône, des personnes ont essayé de s'opposer à une entreprise alimentant l'armée israélienne[6].

On peut par ailleurs s'étonner de la manière dont, trop souvent, les mobilisations « de gauche » s'attachent à populariser des causes nationalistes ou à en appeler à des autorités étatiques pour des prétextes « anti-impérialistes » misérabilistes [7] et bien moins souvent à soutenir des révolutions en train de se faire. On peut regretter par exemple l'absence de visibilité de la révolution soudanaise [8] au cours des dernières années alors que de nombreux.euse.s soudanais.e.s se retrouvent en exil depuis quelques années aux alentours de Caen et de Ouistreham. Alors que la guerre au Soudan entre des pouvoirs militaires fragilise les continuités de cette révolution, les conférences institutionnelles françaises pour la paix reconnaissent comme interlocuteurs des responsables de cette guerre (ici des membres des Forces de Soutien Rapide) plutôt que des membres des comités de résistance révolutionnaires [9]. Nous ne pouvons que regretter que de telles révolutions, par manque de moyens et de soutiens et d'échos dans le monde, finissent par se démoraliser et subir les revanches des autoritaires et des fondamentalistes qui les bordent.

Pour reprendre les mots d'Emilio Minassian qui a rendu compte de la situation sociale en Palestine aujourd'hui, « la lutte, pour nous en France, se joue bel et bien ici, contre la France. Nous avons notre propre nation à trahir, toujours, dès que c'est possible. » [10].

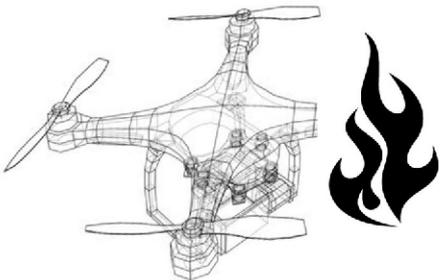


Pour nous, cela devrait se réaliser par la démoralisation des populations par rapport à leur confiance en des sentiments nationaux et militaristes ; au soutien symbolique et logistique aux déserteur.euse.s de guerres de tous camps ; et au démantèlement des infrastructures qui permettent aux guerres militaires de se faire, mais également aux guerres diffuses que sont le tourisme de masse et l'extractivisme dans le système capitaliste. Évoquer la militarisation du maintien de l'ordre en France se doit d'être une perspective sociale à part entière dans la mesure où les militaires prennent un rôle décisif dans l'appareil d'État français [11], et que l'augmentation de 400 milliards d'euros pour l'armée pour 2024-2030 s'accompagne de réformes anti-sociales en contexte d'inflation et d'une propagande raciste et xénophobe visant à accentuer le contrôle social.



Les institutions « publiques » reprennent leur rôle: dirigées pour militariser la société et à transformer les prolétaires en chairs à canon pour une économie de plus en plus tournée vers la guerre. Cela se fait par des marchés para-publics qui mêlent industries et petites entreprises, comme la « filière d'excellence » NAE Normandie par chez nous [12]. La relance du nucléaire, et de l'EPR de Flamanville notamment, permet également de booster la puissance atomique française contre les menaces russes. Agir contre ces désastres nécessite de pouvoir agir contre les infrastructures de transport ferroviaires, portuaires, aéroportuaires et logistiques qui leur sont indispensables, comme les révolté.e.s en Kanaky le font depuis ces dernières semaines [13].

Cela doit s'accompagner d'une critique intransigeante pour ne pas que des gauchistes en manque de « services publics » et de « souveraineté nationale » les banalisent, nostalgiques d'un Front Populaire qui au cours des années 1930 n'a pu que devenir un rouage de la militarisation de la nation française [14]. C'est de mutuelles populaires et de reprendre les terres pour les démanteler de l'agro-industrie dont nous avons besoin pour subsister, et pour les partager avec les innombrables « sans-terres » ; compas « sans-papiers », déserteur.euse.s, ...



Fichier imprimable et références disponibles sur [Trognon.info](http://Trognon.info)